

Le 20 mars : une mobilisation de grande ampleur qui monte en puissance.

Encore une fois, les personnels de la Culture ont montré leur détermination à « **défendre le service public de la Culture** », avec :

2000 manifestants à Paris, du Palais Royal à Matignon, une mobilisation des plus puissantes qu'a connue le ministère;

un nombre très important de services et d'établissements en grève, fermés ou fortement perturbés : les Archives Nationales, musée de Cluny, Arc de Triomphe, Picasso, Guimet, Ecoen, Panthéon, Versailles, Azay-le-Rideau, château d'If, abbaye du Thoronet, musée de Saint-Germain, le cloître du Puy-en-Velay, basilique Saint-Denis, château de Vincennes, Sainte-Chapelle, Pompidou, Orsay, Musée Bonaparte. Musée de l'Orangerie, château d'Angers, château de Compiègne, de Fontainebleau, BPI, musée du Louvre, musée Adrien Dubouché, RMN, BNF, DMF, DAG, DAPA, DLL, DMDTS, DGLFLF, Mobilier National et Manufactures, Sèvres, INRAP, St Cloud, ENSBA, Ecoles d'Architecture, les ATP, le C2RMF, CNC, Cité des Sciences et de l'Industrie ...

Dans les régions, les actions proposées en intersyndicale ont été particulièrement réussies :

le château de Pau a été fermé et occupé. Les agents grévistes ont participé à l'occupation des locaux du Conseil général des Pyrénées Atlantiques, avec les agents du Conseil général en grève : 1000 signatures ont été recueillies;

à Toulouse, les agents de la DRAC Midi-Pyrénées, rejoints par les personnels des SDAP, de l'INRAP, des restaurateurs d'art, des CAO (conservateurs antiquités et objets d'art), des

intermittents du spectacle, des personnels des musées..., ont occupé leurs services;

au château de Carcassonne, 70 agents ont investi le site : ouverture gratuite au public, banderole sur les remparts...

Cette grève, ces actions et la manifestation nationale ont été un succès très important pour la défense du ministère de la Culture.

La plupart des DRAC et des SDAP était représentée à la manifestation nationale. Elle a été un moment fort de convergence des différents secteurs qui ont tenu à montrer leur détermination et leur présence, avec des banderoles, des pancartes...ainsi que des délégations d'artistes et de professionnels du spectacle en signe de soutien à notre mobilisation.

Le rassemblement, place du Palais-Royal a été l'occasion de plusieurs prises de parole non seulement des syndicats du ministère, mais aussi de la part des représentants des professionnels et acteurs de la culture (UFISC, ...) ainsi que des responsables syndicaux fédéraux du spectacle, de l'éducation, de la recherche, de la culture et de la Fonction publique.

Les manifestants ont porté les 7 000 signatures de la pétition, qui ont été remises au Premier ministre par la délégation syndicale.

A 16 heures, à l'arrivée de la manifestation à l'hôtel Matignon, une délégation de l'intersyndicale a été reçue par M. J.-F. Monteils et Mme Aline Sylla-Walbaum, conseillers du Premier ministre, l'un pour la réforme de l'Etat et la Fonction publique et l'autre pour la Culture, accompagnés de Mme Maylis Roques, conseillère sociale de Christine Albanel.

D'emblée, forts du succès de cette journée d'action du 20 mars, nous avons demandé les réponses que comptait apporter le Premier ministre au courrier que nous lui avons adressé le 6 mars, exigeant le retrait des mesures RGPP touchant le Ministère de la Culture.

Pour seule réponse, M. Monteils n'a fait que nous servir les poncifs de la RGPP, paraphrasant les discours de Sarkozy - Fillon-Woerth, allant jusqu'à dire que le Statut général de la Fonction publique n'était en rien menacé. Une telle annonce est particulièrement savoureuse, deux jours après l'examen, par le Conseil supérieur de la Fonction publique du projet de loi sur « la mobilité », que Messieurs Woerth et Santini ont fait passer en force !

Cerise sur le gâteau, Monsieur Monteils nous assure que le ministère de la Culture n'est en rien menacé, puisque le Président de la République vient de confirmer Madame Albanel dans ses fonctions...

Sans contester la mobilisation des personnels de ce jeudi 20 mars, et visiblement conscient de son ampleur, il a pourtant repoussé notre demande de revenir sur les premières « décisions » du Conseil de modernisation concernant la culture, annoncées le 12 décembre 2007.

Dès à présent, face au refus du gouvernement de retirer ses projets de casse du ministère de la Culture, l'intersyndicale appelle à la convergence des luttes avec l'ensemble des acteurs de la culture eux aussi puissamment mobilisés (artistes, professionnels, réseaux associatifs, mouvements d'éducation populaire, collectivités locales, élus, et leurs organisations) contre la politique de Sarkozy-Fillon-Albanel, celle d'un désengagement sans précédent de l'Etat.

Parallèlement, l'intersyndicale de la Culture appelle à la construction urgente d'une très large mobilisation dans l'ensemble de la fonction publique, par des appels à la grève

et des manifestations nationales, contre la RGPP, véritable machine de guerre contre l'emploi et les missions publiques, et pour le renforcement et le développement du service public répondant aux besoins de la population.

Tous ensemble faisons barrage à la politique de casse du service public !

Le 20 mars 2008 – 22h